

## La profession agricole s'impatiente de voir des mesures concrètes

© 09/08/2018 | 👤 Arnaud Carpon • 📰 Terre-net Média

**Un an, jour pour jour, après la présentation, en conseil des ministres, des « axes d'action » pour mieux gérer la ressource en eau, le syndicalisme agricole majoritaire et les chambres d'agriculture s'impatientent. Les organisations demandent à ce que les Assises de l'eau prévues en septembre prochain « débouchent sur un plan d'action concret ».**



*Malgré les promesses du Gouvernement il y a un an, le dossier de la gestion de la ressource en eau n'a pas avancé, selon plusieurs organisations professionnelles agricoles. (©Watier Visuels)*

« **I** l y a un an jour pour jour, alors que la France traversait un épisode de sécheresse, les ministres **Nicolas Hulot** et **Stéphane Travert** faisaient des annonces prometteuses en matière de **gestion de la ressource en eau**, notamment sur le stockage », rappellent la FNSEA, Irrigants de France, Coop de France, l'APCA et Jeunes agriculteurs, dans un communiqué commun.

A lire >> [Politique de l'eau : De nouveaux axes d'actions pour une meilleure gestion de la ressource en eau](#)

Ces organisations dénoncent aujourd'hui l'absence d'avancées en la matière. « La **cellule d'expertise** chargée par les ministres en août 2017, d'examiner les projets de territoire en cours, de proposer des pistes d'accélération de leur réalisation », n'a toujours pas rendu son rapport, et aucune mesure n'a été prise pour mener une politique active et ambitieuse du **stockage de l'eau**.

**Le 9 août 2017, pourtant, le compte rendu du conseil des ministres mentionnait bien que, « d'ici le 31 octobre, la cellule d'expertise examinera les cas de tous les "projets de territoires" en cours afin de déterminer s'il est possible d'accélérer leur réalisation, et rendra compte aux ministres des conséquences à tirer de cet exercice. »**

« Lors des débats sur la loi Egalim, les mesures soutenues par la profession en faveur du stockage de l'eau ont été systématiquement rejetées par le Gouvernement renvoyant aux Assises de l'eau toute discussion », dénoncent par ailleurs les syndicats. « Si le ministre Stéphane Travert a annoncé lundi dernier que le grand plan d'investissement français, prévoyant 5 milliards d'euros pour l'agriculture, servirait à financer de l'irrigation, la profession reste à ce jour sans aucune visibilité sur les moyens financiers qui y seront réellement affectés. »

« Les Assises de l'eau prévues en septembre doivent déboucher sur un plan d'action concret avec des moyens à la hauteur pour relever les défis. L'avenir de l'agriculture et des territoires de la France en dépend. »